



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article829>

# Relations HCE/ RFD : Le chaud et le froid.

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : jeudi 4 septembre 2008

---

Union des Forces de Progrès

---

Rendez-vous fut fixé à 14h ce mercredi au siège. À la dernière minute, coup de théâtre : le point de presse est reporté pour dimanche prochain. Que s'est-il passé pour justifier ce report ? Il semble que les députés aient été contactés par leurs partenaires au parlement afin de leur faire une nouvelle proposition sur la période de transition qui pourrait peut être les satisfaire.

Même si l'on connaît quand même que le leader du RFD, Ahmed Ould Daddah, avait tout essayé avec le général Aziz afin de lui arracher le minimum de promesses par rapport à une éventuelle période de transition. Entre la rencontre de ces deux hommes et aujourd'hui, il s'est déjà écoulé beaucoup de temps, tout comme il y a eu des prises de positions très fermes de la communauté internationale par rapport au putsch.

C'est certainement dans ce cadre que le chef de la junte a eu des entretiens, jugés positifs, avec les émissaires de son groupe parlementaire. Il leur a même demandé de lui faire des propositions sur la durée et la forme de la transition susceptible d'attirer le plus grand soutien de la classe politique.

Les députés qui soutiennent le putsch ont donc voulu répondre rapidement aux attentes du général, en réunissant tout de suite la commission chargée par le parlement d'étudier la situation de crise consécutive au coup d'Etat et les meilleurs moyens pour la dépasser.

Au sein de cette commission, il y a des représentants du RFD qui ont été avisés sur ce que les députés comptaient proposer comme feuille de route qui se résume essentiellement pour eux en une modification de la Constitution à travers la réunion des deux chambres du parlement en congrès pour la proposer et l'adopter à travers un référendum.

Elle permettra, entre autres nouveautés, l'élection du président par les députés. Dans le cas échéant, cela sied bien à la situation actuelle, dans la mesure où cette modification va permettre l'élection facile du général Aziz comme président de la République.

Cette proposition n'a que très peu enchanté les députés du RFD, qui avaient tout de suite convoqué une conférence de presse afin de confirmer leur position de rejet total de cette tentative d'imposer les militaires à la tête de l'Etat. Ils voulaient également faire un ultimatum à leurs alliés, très peu attachés aux formes qu'exige la démocratie.

La tension était si forte entre les deux camps que, avant-hier, ils ne s'étaient pas entendus sur l'élection des membres de la Haute Cour de Justice. Le chef du groupe parlementaire du RFD, Abderrehmane Ould Mini, avait bien fait remarquer ces nouvelles divergences avec les anciens députés Adil et a même brandi la possibilité de rupture qui, jusqu'ici, n'a pas été évoquée.

Juste avant le début de la conférence de presse du RFD, les anciens députés frondeurs ont pris contact avec leurs homologues du RFD pour leur demander un nouveau round de négociations. Ce qui pourrait bien dire qu'ils ont de nouvelles propositions qui intéresseraient le RFD. Qui négocie quoi ?

Ce dernier a, en effet, reconnu le coup d'Etat, certainement pas pour les beaux yeux des généraux, mais parce qu'il offre à Ould Daddah une nouvelle opportunité pour gagner le fauteuil présidentiel qu'il convoite depuis plus d'une décennie.

Pour cette cause, il exige au moins des nouveaux maîtres du pays deux points : définir un calendrier électoral dont la période de transition varie entre six mois à une année et interdire aux membres de la junte de se porter candidats à

cette élection. Ahmed a déjà fait savoir cette exigence minimale au général président du HCE. Ses députés espèrent cette fois-ci l'exiger au sein du parlement.

Tout comme ils demandent à ce que le calendrier et les autres points de la transition soient proposés par le HCE et discutés en dehors du parlement par l'ensemble de la classe politique.

On ne sait pas si les députés alliés aux militaires ont vraiment la latitude de se prononcer sur tout cela sans y référer aux militaires. Les prochains jours nous édifieront sur ces interrogations.

Ould Bladi Biladi (Mauritanie)